

Nucléaire : « On n'a jamais fait grève, c'est historique ! »

Un conflit social d'une durée inhabituelle perturbe les chantiers de maintenance de cinq centrales nucléaires depuis la mi-juillet. Des personnels itinérants d'Arabelle Solutions, une filiale d'EDF, protestent contre la réduction de leurs primes.

[Jade Lindgaard](#)

24 juillet 2025 à 12h21

LaLa Courneuve (Seine-Saint-Denis).— À chaque voiture qui s'approche, un tract est tendu : « *Grosse querelle chez Arabelle !* » La rime amuse la jeune femme et l'homme plus âgé en chasuble rouge qui tractent sous le crachin tiède de ce matin du 22 juillet. Peu après 8 heures, les salarié·es arrivent au compte-goutte. Toutes les vitres se baissent pour attraper la lettre de la CGT résumant les raisons d'une grève démarrée onze jours plus tôt.

Sourires, poignées de main : l'ambiance est détendue devant le site d'Arabelle Solutions, ex-GE Steam Power, ainsi rebaptisée après [son rachat](#) par EDF en 2024. Même la DRH sort saluer les délégués syndicaux, avant de s'éclipser aussitôt repérée la présence d'une journaliste.

Souffle pourtant un air d'excitation : « *On n'a jamais fait grève, c'est historique !*, dit Abdel*, chef de chantier, dans l'entreprise depuis vingt ans et sur les routes chaque jour ou presque. *On n'arrive plus à vivre ! On n'a plus aucun avantage à être itinérant.* » Il donne l'exemple de son actuel déplacement : « *J'ai 93 euros pour une chambre d'hôtel, un petit-déj', un déjeuner et un dîner. Donc je prends des piaules bas de gamme dans des hôtels taudis pour gratter 20 euros sur les frais parce que sans les déplacements, je ne mets plus rien de côté.* »



Un conflit social d'une durée inhabituelle perturbe les chantiers de maintenance de cinq centrales nucléaires depuis la mi-juillet. © Photomontage Mediapart avec MaxPPP et documents

La veille, Patrick*, salarié d'Arabelle Services – une entité d'Arabelle Solutions – et encarté à la CFE-CGC, expliquait : « *En quinze ans, je n'ai jamais connu de grève. On pensait qu'en entrant chez EDF ça allait s'améliorer. Mais en réalité, c'est pire !* »

Sacrifices pour voir du pays

Un accord d'entreprise proposé début juillet a mis le feu aux poudres : baisse de plusieurs primes (incommodité, repas), réduction de la prise en charge de frais de déplacement pour rentrer chez soi pendant une mission, pression sur la durée des déplacements, etc. Ce qui était présenté par l'employeur comme une simple mise en conformité avec les règles de l'Urssaf, l'organisme qui assure la collecte des cotisations sociales, est apparu aux travailleurs comme une atteinte inacceptable à leurs acquis.

« *Nous retirer nos primes, avec les vies minables qu'on a !* » Abdel ne décolère pas. « *Je me lève à 3 heures du mat' pour être à 5 heures sur le chantier, j'en pars parfois à 23 heures. On vit dans des villages où il n'y a pas grand-chose à faire parce que les centrales nucléaires ne sont pas dans les villes...* »

À Tricastin, la température peut atteindre jusqu'à 42 °C dans la salle des machines.

Il se tourne vers son voisin, Ryan*, chef d'équipe, lui aussi à la CGT : « *Dans une piaule, il a même eu les bêtes qui grattent.* » Des punaises de lit ? « *C'est ça !* » Débarrassé depuis de ces insectes urticants, son collègue explique : « *On n'est pas considérés. On fait des sacrifices, dans notre milieu le taux de divorce est vachement élevé. On rate les anniversaires de nos enfants.* » Tous disent aimer leur métier et cette itinérance qui leur permet de « *voir du pays* », de « *ne pas être cantonnés dans un cadre* » et d'échapper à « *la monotonie* ». Mais pas à n'importe quel prix : « *Je suis à 2 600 brut par mois, c'est 100 euros de plus que les jeunes que je forme, vous trouvez ça normal ?* »

En guise de réponses aux questions de Mediapart, Arabelle Solutions se contente du service minimum : « *Les discussions récentes avec tous les acteurs de ce mouvement ont été denses et constructives.* »

Certaines revendications des salarié·es ont été satisfaites et, le 23 juillet au matin, la direction de l'entreprise pense pouvoir annoncer la fin de la grève : « *La majorité de nos itinérants ont repris leur activité ce jour.* » Mais quelques heures plus tard, la CGT la contredit et fait état de la poursuite des arrêts de travail sur les chantiers des centrales de Cattenom (Moselle), Cruas (Ardèche), Tricastin (Drôme), et en partie au Blayais (Gironde) et à Dampierre-en-Burly (Loiret).

La grève est reconduite tant que l'employeur n'accorde pas une hausse de 7 % de la rémunération des heures postées – en dehors des horaires de journée classiques – pour compenser la réduction des primes et une augmentation de la prime d'éloignement. Arabelle Solutions botte en touche : « *Nous ne souhaitons pas commenter au-delà du retour partagé précédemment.* »

Détresse sociale

D'après les délégué·es syndicaux contactés par Mediapart, la grève est partie de la base, notamment de nombreux personnels non encartés : « *Il y a une pression folle sur la CGT : d'un côté, on a la pression de la direction pour signer le protocole de fin de grève, et de l'autre les grévistes nous disent ne pas vouloir reprendre le travail* », témoigne l'une d'entre eux. Les salarié·es se trouvant sur des sites éparpillés en France, les AG se tiennent tous les jours sur WhatsApp. Au total, les itinérants d'Arabelle Services ne sont que 195. Mais la spécificité de leurs compétences et de leurs métiers (spécialistes de la turbine qui fait tourner les réacteurs nucléaires, notamment dans les EPR ; expert·es de l'alternateur ou magasiniers et magasinnières...) fait qu'ils sont capables d'arrêter un chantier s'ils refusent de travailler. Un encadrant de chantier, lui aussi gréviste, décrit « *une grande détresse sociale des salariés* » et une forte « *demande de reconnaissance par [leurs] dirigeants* ».

À la différence des sous-traitants, employés par des entreprises extérieures sur des contrats à durée limitée, les itinérant·es sont des salarié·es statutaires et en CDI. Ils et elles sont envoyé·es toute l'année sur les travaux de maintenance programmés – les « arrêts de tranche » des réacteurs nucléaires – mais aussi en cas de réparations inattendues et souvent très urgentes. « *On n'a jamais de planning à six mois* », résume Marc*, encadrant de chantier et gréviste. Difficile dans ces conditions de maintenir une vie amicale ou de tenir un rendez-vous pris des semaines plus tôt chez le dentiste.

À lire aussi

[Chez Altrad Endel, une grève pour les salaires pour compenser la flambée des prix](#)
9 février 2023

Résultat : ils passent une partie de leur vie professionnelle sur les routes à foncer vers leurs nouvelles tâches – certaines personnes rencontrées par Mediapart disent rouler plus de 30 000 kilomètres par an. Souvent en trois-huit et en horaires décalés, ils encaissent des trajets longs et des délais d'intervention contraignants. Ils ne sont pas exposés aux doses de radioactivité du bâtiment réacteur, mais subissent bruit (« *c'est l'enfer, et les bouchons d'oreille ne sont pas toujours adaptés* »), positions inconfortables (« *passer quatre heures accroupi sous une turbine* ») et chaleur sur les chantiers : jusqu'à 42 °C dans la salle des machines du Tricastin avec un équipement lourd et parfois une tenue en plastique par-dessus, décrit un technicien habitué du site.

Il y a aussi la charge de la formation des intérimaires : « *C'est énorme, on demande beaucoup aux chargés de travaux qui doivent former plein de monde à des métiers très spécifiques* », ajoute Marc. Heureusement, reste la passion de la mécanique : « *C'est des machines de malade, je kiffe ! Ce sont des bijoux technologiques, on peut tout changer* », admet Arnaud*, chef de chantier.

Le fantôme de la vente d'Alstom

C'est l'histoire d'un conflit social classique autour d'une question industrielle d'une brûlante actualité : à qui vont profiter les énormes investissements publics et privés engagés pour la relance du nucléaire en France ?

C'est aussi celle d'un traumatisme encore palpable : celui de [la vente](#) des activités énergie d'Alstom à General Electric en 2015 alors qu'Emmanuel Macron dirigeait le ministère de l'économie. Une opération très contestée pour la perte de souveraineté qu'elle symbolisait

alors, et, près de dix ans plus tard, pour la facture du rachat des activités nucléaires de l'ancien fleuron français. Une partie des salarié·es d'Arabelle Solutions aujourd'hui travaillaient précédemment pour Alstom.

Une décennie plus tard, « *les gens regrettent cette période, Alstom allait très bien* », résume Marc. En février, Arabelle Solutions affichait [une perte](#) de 120 millions d'euros avant intérêts et impôts (Ebitda). « *En trente-cinq ans de boîte, j'ai connu neuf noms différents !* », comptabilise Franck*, salarié et délégué CGT. Il a ajouté, amer : « *Aujourd'hui, on est avec EDF, mais si ça se trouve, demain, on va fermer.* »

[Jade Lindgaard](#)